

« Mépris » du gouvernement dénoncé par les syndicats agricoles

© 18/05/2018 |  Terre-net Média

Plusieurs syndicats agricoles ont dénoncé jeudi le « mépris » du gouvernement après que celui-ci a fait échouer l'adoption au Sénat d'une proposition de loi communiste destinée à revaloriser les retraites agricoles.

Le gouvernement a demandé un vote bloqué sur le texte, obligeant les sénateurs à se prononcer par un seul vote sur la proposition de loi, amendements du gouvernement compris. Sa version du texte a recueilli 22 voix pour, celles des sénateurs LREM, et 252 contre. La **Confédération paysanne** a dénoncé « le déni et le mépris » du gouvernement, qui « persiste à refuser toute **revalorisation des retraites agricoles** à 85 % du SMIC, soit 980 euros ». « L'exécutif laisse ainsi la population agricole en plein désarroi avec une pension moyenne de 730 euros par mois, la plus faible de toutes les catégories professionnelles », ajoute la Confédération paysanne. Le **Modéf** (exploitants familiaux) a dénoncé de son côté le « mépris (...) envers le monde paysan » du gouvernement, auteur d'un « coup de force antidémocratique en insérant plusieurs amendements, notamment en revalorisant le montant minimum à 5 % au 1er janvier 2020 soit 27 euros/mois ». « Le Modéf est scandalisé par ce sabotage, sachant que les retraités agricoles ont travaillé toute leur vie pour nourrir la population pour seulement percevoir 750 euros/mois en moyenne, montant très en-dessous du seuil de pauvreté », ajoute le syndicat. « Au prétexte d'une réforme globale des retraites à venir, dont l'effet en termes de revalorisation des pensions agricoles reste bien hypothétique, le gouvernement méprise la situation de ces retraité-e-s, les privant ainsi d'un ballon d'oxygène dont ils ont pourtant tant besoin », ajoute la Confédération.

Sans aller jusqu'à utiliser des termes aussi durs, le président de la **Coordination rurale**, Bernard Lannes, a vu dans ce nouvel épisode « un mauvais signe envoyé à l'agriculture que de repousser à 2020 » la revalorisation de retraites « en-dessous du seuil de pauvreté ». « Les problèmes de l'agriculture ne sont pas une priorité » de l'action gouvernementale, a estimé Bernard Lannes auprès de l'AFP. À l'inverse, la **FNSEA**, syndicat majoritaire, a estimé que l'opposition menait une « guerre politique, sur le dos des agriculteurs » : « On se sert des retraités agricoles pour faire une guerre politique entre partis », a estimé Robert Verger, membre du bureau de la FNSEA et interlocuteur régulier de Jean-Paul Delevoye, Haut commissaire à la réforme des retraites. La FNSEA, syndicat majoritaire, est le seul syndicat agricole consulté dans le cadre des travaux préparatoires à cette réforme. « Nous, on porte le message du monde agricole », a indiqué à l'AFP Robert Verger. « On apporte notre pierre à l'édifice par notre contribution du monde agricole, mais on est bien dans la réforme généralisée des retraites », a-t-il conclu.

À lire aussi : [Revalorisation des retraites agricoles - Au Sénat, le Gouvernement recale une nouvelle fois la proposition de loi](#)